

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

22 Juin 2011

22 يونيو 2011

Réformes constitutionnelles

Le projet de Constitution répond favorablement aux propositions des défenseurs des droits de l'Homme

Consacrer un chapitre à part entière à la question des libertés et des droits fondamentaux et souligner l'engagement du Maroc à respecter les droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus, étaient parmi les revendications des ONG et des défenseurs des droits de l'Homme. Il faut le dire, ils ont eu gain de cause.

Le projet de Constitution a intégré différentes propositions dans le titre deux dédié à cette question. En fait, la consécration des principes des droits de l'Homme n'est pas l'apanage uniquement du deuxième titre de la Constitution, qui est dédié aux libertés et droits fondamentaux (les articles 19 à 40). En effet, au niveau du préambule du projet de la loi fondamentale, on peut lire déjà que « le Royaume du Maroc, membre actif au sein des organisations internationales, s'engage à souscrire aux principes, droits et obligations énoncés dans leurs chartes et conventions respectives, il réaffirme son attachement aux droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus, ainsi que sa volonté de continuer à œuvrer pour préserver la paix et la sécurité dans le monde ». Dans le même sens, le préambule, qui est considéré comme partie intégrante de la Constitution, précise que le Maroc s'engage à « protéger et promouvoir les dispositifs des droits de l'Homme et du droit international humanitaire et contribuer à leur développement dans leur indivisibilité et leur universalité ». Dans ce sens, et à travers la lecture des nouvelles dispositions, d'aucuns parlent d'une véritable charte des droits de l'Homme qui est contenue dans le projet de Constitution.

C'est ce que pense aussi Mahjoub El Hiba, délégué interministériel aux droits de l'Homme, qui est aussi l'un des fondateurs de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH) et qui a été membre de l'Instance équité et réconciliation (IER) et ancien secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH). Il estime que les recommandations de l'IER ont été largement reprises dans le projet de Constitution qui parle, dit-il, de « la lutte contre l'impunité, contre la disparition forcée, contre les crimes de guerre, contre les violations graves des droits de l'Homme ». En tant que défenseur des droits de l'Homme, ce responsable considère que « les défenseurs des droits de l'Homme et les ONG pourront trouver matière à satisfaction concernant les libertés fondamentales, en plus des droits de première génération tels que les droits sociaux et économiques consacrés dans cette Constitution ». Cependant, « il va falloir prendre des mesures d'accompagnement afin de pouvoir appliquer ce chantier de changements qui font partie d'une nouvelle génération de

réformes », assure Mahjoub El Hiba.

Car le plus important, ce sera d'harmoniser le dispositif juridique national avec les conventions internationales, mais aussi avec le contenu de la Constitution si elle est adoptée. Un autre point sur lequel insiste le délégué interministériel aux droits de l'Homme, c'est l'image et la crédibilité que va donner le contenu de ce projet à ce niveau. Car, il faut le rappeler, avec le statut avancé dont bénéficie le Maroc dans son partenariat avec l'Union européenne, il y a eu un engagement pour plus de démocratie et pour consacrer davantage la culture des droits de l'Homme. C'est dans ce sens qu'un plan d'action en matière de démocratie et des droits de l'Homme a été engagé par les pouvoirs publics. Chose qui se trouve réaffirmée par le projet de Constitution. Il faut aussi souligner que le projet de Constitution tient à cet élément, au point de préciser dans l'article 7 que « les partis politiques ne peuvent être fondés sur une base religieuse, linguistique, ethnique ou régionale, ou, d'une manière générale, sur toute base discriminatoire ou contraire aux Droits de l'Homme ». Garanties qui viennent s'ajouter aux autres droits garantis par le projet et qui se réfèrent également aux principes des droits de l'Homme. C'est le cas du droit à la vie, le droit à la sécurité, le droit à l'intégrité physique et morale... en plus des garde-fous contre les traitements cruels, inhumains, dégradants ou portant atteinte à la dignité, contre la torture. La nouvelle Constitution prévoit également la protection de la vie privée, l'inviolabilité du domicile, le secret des communications privées, la liberté de circulation, les libertés de pensée, d'opinion et d'expression, l'accès à l'information...

Recommandations de l'IER

Une série de principes évoqués dans les recommandations de l'IER sont pris en compte dans l'article 23 du projet de Constitution. En effet, il y est précisé que : « La détention arbitraire ou secrète et la disparition forcée sont des crimes de la plus grande gravité et exposent leurs auteurs aux punitions les plus sévères. Toute personne détenue doit être informée immédiatement, d'une façon qui lui soit compréhensible, des motifs de sa détention et de ses droits, dont celui de garder le silence. Elle doit bénéficier, au plus tôt, d'une assistance juridique et de la possibilité de communication avec ses proches, conformément à la loi. La présomption d'innocence et le droit à un procès équitable sont garantis. Toute personne détenue jouit de droits fondamentaux et de conditions de détention humaines. Elle peut bénéficier de programmes de formation et de réinsertion. Est proscrite toute incitation au racisme, à la haine et à la violence. Le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et toutes les violations graves et systématiques des droits de l'Homme sont punis par la loi. »

Maroc, pays d'accueil des réfugiés

ASILE

A l'occasion de la Journée mondiale du réfugié célébrée lundi dernier, le HCR, le CNDH et la délégation interministérielle aux droits de l'Homme ont rappelé la nécessité pour le Maroc de préparer le terrain législatif à l'accueil des réfugiés.

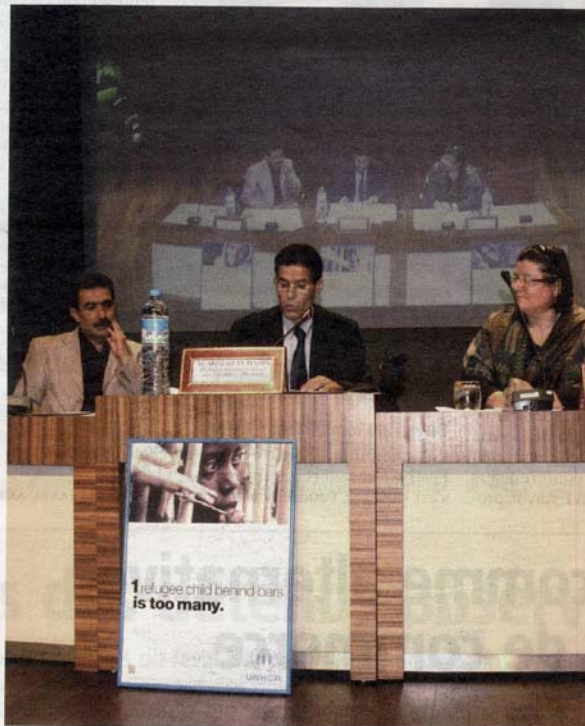
SELMA T. BENNANI

« Ils sont plus de 800 et je ne vois qu'eux deux ». Ces paroles –modifiées- de Brel pourraient être appliquées aux réfugiés vivant dans notre pays et à la réaction de certains Marocains face à leur installation. 800 réfugiés au Maroc, c'est le chiffre révélé par Leïla Nassif Jane, représentante du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Maroc, lors de la célébration, lundi dernier à Rabat, de la Journée mondiale du réfugié.

« L'Europe n'est plus une terre d'accueil comme avant, puisque 80% des réfugiés dans le monde sont hébergés dans des pays en voie de développement », précise Leïla Nassif Jane. Souvent bloqués par le rideau de fer européen, ils se retrouvent coincés dans les pays en paix du Nord de l'Afrique, sorte de terre d'accueil de substitution. D'autres viennent volontairement au Maroc, quittant un Moyen-Orient dont l'instabilité politique pousse à l'exode.

Hospitalité épinglée

Contrairement aux idées reçues, les 800 réfugiés, auxquels s'ajoutent près de 400 demandeurs d'asile, ne sont pas tous originaires d'Afrique subsaharienne. Les trois nationalités que l'on retrouve en tête sont les Ivoiriens, les Congolais, et les Irakiens. Si des fleurs sont souvent



Lundi dernier à Rabat, lors de la journée mondiale du réfugié.

jetées officiellement à l'hospitalité séculaire des Marocains, les faits effacent une réalité enjolivée.

C'est en tout cas l'avis de Rachid Badouli, directeur stratégie et développement de la Fondation Orient-Occident, établissement d'accueil de migrants, qui travaille en étroite collaboration avec le HCR. Celui-ci confie au Soir échos que, à titre d'exemple, « les habitants du quartier de Yacoub El Mansour de Rabat, où est située la Fondation ont mal vécu l'arrivée de migrants subsahariens ». Le racisme était très présent, même s'il commence peu à peu à se dissiper.

L'une des explications se cache peut être derrière le rappel historique réalisé par Mohammed Sebbar, secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH). « Ce n'est que dans les années 1990 que le Maroc est devenu un pays

d'accueil, à l'instar d'autres pays du Sud, et en particulier pour les migrants en provenance d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient ». En somme, il faudrait du temps pour s'habituer à la présence d'étrangers dans sa ville ou son quartier. La mondialisation galopante et le mouvement des populations qui s'y associe, conduiront inévitablement les habitants (et les gouvernements) de ces nouveaux pays d'accueil à ouvrir les yeux. Ces étrangers vont rester et, peut être, pour longtemps. Comme l'a rappelé Leïla Nassif Jane, accueillir ces populations en danger dans son pays, « c'est aussi un acte de conscience dans nos sociétés, ceci teste notre humanité et révèle notre fragilité et notre difficulté à vivre ensemble. C'est un défi posé à nos limites et à nos comportements égoïstes ». Tentons de relever le défi !

3 QUESTIONS À ...
MAHJOUB EL HIBA délégué interministériel aux droits de l'Homme

«Un réfugié doit pouvoir accéder aux droits fondamentaux»



Dans votre exposé, vous avez souligné que le Maroc ne disposait pas d'un cadre institutionnel spécifiquement dédié aux demandeurs d'asile. Quel est donc l'arsenal législatif dont dispose

actuellement le pays ?

Le Maroc est doté de la loi datant de 2003 relative à l'entrée et au séjour des étrangers dans le pays. Cette loi a déjà prévu des dispositions en rapport avec le refoulement, mais aussi la possibilité de demander la révision des arrêtés concernant l'expulsion d'étrangers du Maroc. Par ricochet, cela pourrait s'appliquer également aux réfugiés, bien que ce soit une loi qui concerne les migrants, toutes catégories confondues.

En somme, ratifier les conventions internationales ne suffit pas, il faut que la législation nationale suive ?

Le Maroc a ratifié la convention de Genève de 1957 et ce que les différents départements ministériels sont en train de faire depuis déjà trois années va dans ce sens. Les institutions nationales, et notamment l'ex-CCDH et l'actuel CNDH, ainsi que la délégation interministérielle, souhaitent convenir d'un cadre législatif approprié à la protection des réfugiés. Le plus important est la procédure nationale du traitement des demandes d'asile et la définition des réfugiés qui répondent aux dispositions de la convention internationale. Cette question de l'octroi du statut de réfugié relève de la politique de l'Etat.

Que comptez-vous mettre en œuvre dans ce sens ?

Nous sommes en train de développer une visibilité en ce qui concerne l'octroi du statut, mais également les mesures d'accompagnement des réfugiés. Une fois que le demandeur d'asile obtient le statut de réfugié, il ne faut pas le lâcher dans la nature. Il faut lui permettre d'accéder à d'autres droits fondamentaux tels que le droit au travail ou le droit au logement.

Journée mondiale du réfugié El Yazami : La question des réfugiés impose "une mise à jour courageuse des politiques publiques"

La question des réfugiés impose "une mise à jour courageuse des politiques publiques, conforme au droit et soucieuse de la solidarité humaine", a indiqué, lundi à Rabat, le président du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), M. Driss El Yazami, en marge de la célébration de la journée mondiale du réfugié.

Intervenant lors d'une rencontre initiée sous le thème "Un seul réfugié privé d'espoir, c'est déjà trop", M Yazami a affirmé que le CNDH est "pleinement disponible pour contribuer à cette mise à jour, qui nécessite un diagnostic commun de l'ensemble des acteurs, publics et privés, nationaux et internationaux et une délibération commune, à la fois sereine et ambitieuse".

Le Conseil est ainsi animé par une ferme intention d'agir, avec l'ensemble des partenaires institutionnels, nationaux et internationaux, en vue d'améliorer le cadre juridique, réglementaire et socio-économique de la protection des droits de cette catégorie de migrants, a-t-il souligné. Et d'ajouter que le Maroc, étant une grande terre d'émigration, qui revendique pour sa population expatriée, avec force et à sa juste titre, le respect du droit international des droits de l'Homme, ne saurait avoir en la matière une approche sélective.

Pour sa part, le délégué interministériel aux droits de l'Homme, M. Mahjoub El Hiba, a noté que la célébration cette année de la journée mondiale des réfugiés coïncide avec la présentation du projet de constitution, qui réaffirme, dans son préambule, l'attachement du Maroc aux droits de l'Homme, tels qu'ils sont universellement reconnus.

M. El Hiba a souligné qu'"avec la collaboration de tous nos partenaires institutionnels, de la société civile et organismes internationaux, le HCR en premier,

nous aspirons pouvoir passer à une vitesse supérieure en vue d'honorer les engagements de notre pays en matière de conformité de l'arsenal juridique national ainsi que de renforcer des procédures de protection, de formation et sensibilisation".

De son côté, la représentante du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Mme Leila Nassif Jane, a appelé à recenser les séquestrés dans les camps de Tindouf, exprimant son admiration à la ferme volonté du gouvernement marocain à mettre fin aux souffrances des personnes séquestrées.

L'objectif de la célébration de la journée mondiale des réfugiés est de souligner la vulnérabilité des personnes contraintes de s'enfuir ou de quitter leurs pays d'origine, d'attirer l'attention sur l'obligation pour tous les Etats de respecter les traités internationaux sur la protection des Réfugiés et des demandeurs d'asile et de renforcer la coopération internationale en la matière, notamment avec le HCR, a indiqué un communiqué du CNDH.

La rencontre, tenue conjointement par la Délégation interministérielle aux droits de l'Homme et le CNDH, en collaboration avec le HCR, a été marquée par la projection du documentaire "Destins croisés" et d'un dessin animé de sensibilisation sur les réfugiés au Maroc, a-t-on ajouté de même source.

Le Maroc a ratifié la Convention internationale relative au statut des réfugiés en 1956 et le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés le 20 avril 1971.

Le Royaume est le premier pays arabe à avoir ratifié la convention de Genève et mis en place un dispositif y afférent, à savoir le décret royal du 29 août 1957, fixant les modalités d'application de la Convention relative au statut des réfugiés.

(MAP).

اليزمي يدعو إلى تحيين السياسات المعتمدة في مجال اللجوء

عن عزمه على العمل، بمعونة مجموع الشركاء داخليا وخارجيا من أجل تحسين الإطار القانوني والتنظيمي والسوسيو اقتصادي المتعلق بحماية حقوق هذه الفئة من المهاجرين، طبقا للالتزامات الدولية للمغرب.

وتابع اليزمي في هذا اللقاء الذي نظّمته المندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان والمجلس الوطني لحقوق الإنسان بشراكة مع ممثلة المفوضية السامية لشؤون اللاجئين بالمغرب، أن المغرب صاحب التاريخ الطويل في مجال الهجرة لا يمكنه أن يتبني مقاربة انتقائية في هذا المجال، مشددا على أنه يتعين على المغرب وضع سياسة تصانفية في هذا المجال، لا تشمل فقط الفئات الأكثر هشاشة وإنما أيضا بقية الفئات، وبما يضمن لوجيا وحقوقيا.



دعا أحمد اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان مساء الإثنين بالرباط إلى القيام بعملية تحيين وتجديد في السياسات العمومية المعتمدة في مجال اللجوء والهجرة.

وقال في كلمة له خلال لقاء نظم بمناسبة تخليد العالمي للاجئين هذه السنة تحت شعار "لاجيء واحد بدون أمل، رقم أكثر من أن يحتمل"، إن الالتزامات التي عبر عنها المغرب، وارتفاع نسب تدفق أعداد المهاجرين، والتحول الجيوستراتيجية التي تشهدها عدد من بلدان القارة الإفريقية والشرق الأوسط وتطور السياسات الأوروبية في المجال كلها عوامل تفرض القيام بعملية تحيين وتجديد في السياسات العمومية المعتمدة في مجال اللجوء. وأضاف أن المجلس يخلد هذا لتجديد التأكيد

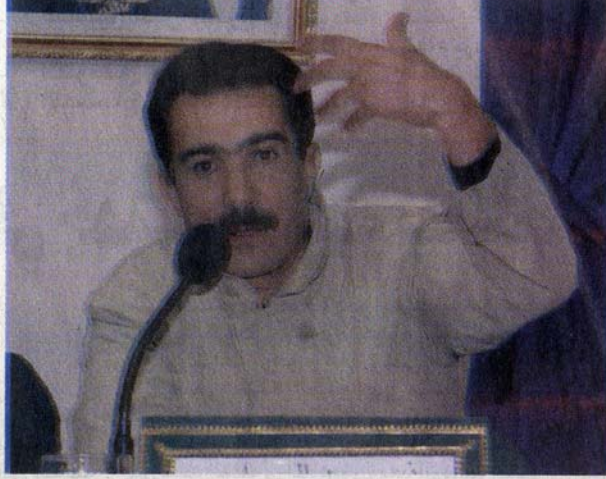
الصبار يصف قرار وكيل الملك باعتقال ابنه بـ«الشجاع والنادر»

خديجة عليموسى

ووقع وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية على أمر اعتقال ابنه، اللذين قاما بالاعتداء على سائق سيارة بعدما كانت سيارته أمامهما وتبادلا السب والشتم.

وعندما قدم شرطي المرور بعد عرقلة السير طلب من ابن الوكيل منحه وثائق السيارة، فسارع إلى سب الشرطي، معلنا بأنه ابن مسؤول. وبعد التأكد من هوية الشابين تبين أنهما بالفعل ابنا وكيل الملك، مما سبب حرجا كبيرا لرجال الأمن، غير أن المسؤول بالمحكمة الابتدائية قام بواجبه، فأمر بمتابعة ابنه في حالة اعتقال، رغم تنازل سائق السيارة عن حقه في متابعة ابني الوكيل.

وحسب مصادر إعلامية، فقد توصل الوكيل العام بالمحكمة الابتدائية بمراكش بتنازل كتابي من الإدارة العامة للأمن الوطني، فارتأت النيابة العامة أن يتم تقديم ابني الوكيل في حالة سراح.



محمد الصبار

وتعود أسباب الاعتقال إلى اعتداء نجلي وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية بمراكش على سائق سيارة بالضرب بهراوة وسب وشتم رجال الأمن، الذين قدموا للقيام بمهامهم بعدما عرقلت حركة السير.

والاستقلال الذاتي وخضوعكم للقواعد وأحكام القانون في هذه النازلة القريضة والشاذة والمحرجة بدل على أن بيننا وحولنا قضاة من الطراز الرفيع يستحقون التقدير والتنويه والولوج المظفر لباب التاريخ.

وصف محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، قرار وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية بمراكش، الذي أمر باعتقال ابنه في إطار سلطة الملاءمة المنصوص عليها في قانون المسطرة الجنائية بـ«القرار الشجاع والنادر»، حسب مراسلة وجهها إلى وكيل الملك، حصلت «المساء» على نسخة منها.

وأكد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أن وكيل الملك أبان عن «قدر عال من النزاهة والتجرد في اختبار فريد تختلط فيه العاطفة بالحكمة، وأنه فضل الإنصاف التام لمبدأ مساواة الجميع أمام القانون»، مضيفا أن الأمر ليس بالسهل ولا بالهين، وأن موقفا من هذا القبيل ليس متاحا للجميع. وأضاف الصبار في رسالته «إن ترجيحكم لقيم النزاهة

الصَّبَار يهنئ وكيل ابتدائية مراكش باعتقال ابنه

: هسبريس - طارق العاطفي

Tuesday, June 21, 2011

راسل الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، وكيل الملك بابتدائية مراكش مهنتا إياه بقرار اعتقال ابنه.. وقال الصبار ضمن الوثيقة، المتوصل بنسخة منها من لدن هسبريس، مخاطبا الوكيل المذكور: "على إثر قراركم الممنوح إليكم في إطار سلطة الملائمة المنصوص عليها في قانون المسطرة الجنائية اتخذتم قرارا شجاعا ونادرا يقضي بإخضاع ابنكم لقواعد الحراسة النظرية وتفعيل مسطرة المتابعة في حقهما وإيداعهما بالسجن في انتظار عرضهما على المحاكمة".

واعتبر الصبار بأن ذات القرار قد أبان عن "قدر عال من النزاهة والتجرد في اختيار فريد تختلط فيه العاطفة بالحكمة"، وأن ذات المعطى قد فضل "الانصياع التام لمبدأ مساواة الجميع أمام القانون".. وزاد الأمين العام للـ CNDH: "إني مقتنع بأن الأمر ليس بالسهل ولا بالهين، وموقف من هذا القبيل ليس متاحا للجميع".

كما واصل الصبار ضمن مراسلته، فيما يشبه انتقادا ضمريا لحال القضاء، وهو يورد: "إن ترجيحكم لقيم النزاهة والاستقلال الذاتي وخضوعكم للقواعد وأحكام القانون في هذه النازلة الفريدة والشاذة والمحرجة يدل أن بيننا وحولنا قضاة من الطراز الرفيع يستحقون التقدير والتنويه والولوج المظفر لباب التاريخ".

توقيع وكيل الملك بابتدائية مراكش لأمر اعتقال ابنه جاء بعد إقدامهما على تعنيف أحد المواطنين بشارع محمد الخامس من المدينة، وذلك على إثر نزاع حول أحقية المرور، كما ينتظر أن يتابعا بتهم مرتبطة بما أقدموا عليه من إهانات لفظية طالت عددا من رجال شرطة السير والجولان بذات زمان ومكان الاعتداء الأول.

الصبار يهنئ وكيل الملك بابتدائية مراكش باعتقال ابنه



آخر تحديث: الثلاثاء, 21 يونيو 2011 22:54 الكاتب Benibouayachcity الثلاثاء, 21 يونيو 2011 22:44

القسم العام - أخبار وطنية

الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، راسل وكيل الملك بابتدائية مراكش مهنا إياه بقرار اعتقال ابنه.. وقال الصبار، مخاطبا الوكيل المذكور: "على إثر قراركم الممنوح إليكم في إطار سلطة الملائمة المنصوص عليها في قانون المسطرة الجنائية اتخذتم قرارا شجاعا ونادرا يقضي بإخضاع ابنكم لقواعد الحراسة النظرية وتفعيل مسطرة المتابعة في حقهما وإيداعهما بالسجن في انتظار عرضهما على المحاكمة."

واعتبر الصبار بأن ذات القرار قد أبان عن "قدر عال من النزاهة والتجرد في اختيار فريد تختلط فيه العاطفة بالحكمة"، وأن ذات المعطى قد فضل "الانصياع التام لمبدأ مساواة الجميع أمام القانون".. وزاد الأمين العام لند: "CNDHإني مقتنع بأن الأمر ليس بالسهل ولا بالهين، وموقف من هذا القبيل ليس متاحا للجميع."

كما واصل الصبار ضمن مراسلته، فيما يشبه انتقادا ضمنيا لحال القضاء، وهو يورد: "إن ترجيحكم لقيم النزاهة والاستقلال الذاتي وخضوعكم للقواعد وأحكام القانون في هذه النزلة الفريدة والشاذة والمحرجة يدل أن بيننا وحولنا قضاة من الطراز الرفيع يستحقون التقدير والتنويه والولوج المظفر لباب التاريخ."

وقيع وكيل الملك بابتدائية مراكش لأمر اعتقال ابنه جاء بعد إقدامهما على تعنيف أحد المواطنين بشارع محمد الخامس من المدينة، وذلك على إثر نزاع حول أحقية المرور، كما ينتظر أن يتابعا بتهم مرتبطة بما أقدم عليه من إهانات لفظية طالت عددا من رجال شرطة السير والجولان بذات زمان ومكان الاعتداء الأول.

وكيل للملك يأمر باعتقال إبنيه بمراكش و الصبار يهنئه على هذه الخطوة

الثلاثاء 21 يونيو 2011

أقدم وكيل للملك بمدينة مراكش على إصدار أمر باعتقال في حق إبنيه، 28 سنة و 22 سنة، في سابقة نادرة بالمغرب. ويعود أمر الاعتقال إلى اعتداء الإبنين المذكورين في الشارع العام، على سائق سيارة صغيرة، تسبب له في إصابة خطيرة نقل على إثرها إلى المستشفى، ثم سبهما و شتمهما لأحد عناصر شرطة المرور الذي جاء إلى مكان الحادث. و لم يفلح تنازل المعتدى عليه بشكايته و لا تنازل الإدارة العامة للأمن عن شكاية شرطي المرور عن ثني الوكيل العام للملك عن استصدار أمر الاعتقال و تقديم ابنيه إلى المحكمة الابتدائية لمدينة مراكش. وراسل الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، وكيل ابتدائية مراكش لتهنئته على هذا الموقف، و اعتبر الصبار هذا القرار بالنادر و الشجاع.

خاص: وكيل الملك بابتدائية مراكش يودع ابنه السجن والصابار يشيد بقراره

الثلاثاء، 21 يونيو 2011 14:28 موقع لكم

قرر وكيل الملك بابتدائية مراكش إيداع ابنه السجن وتفعيل مسطرة المتابعة في حقهما في انتظار عرضهما على المحاكمة.

ووصف محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، قرار الوكيل بـ"الشجاع والناذر."

وقال الصبار، في رسالة بعث بها إلى الوكيل، "أبنتم السيد الوكيل على قدر عال من النزاهة والتجرد في اختبار فريد تختلط فيه العاطفة بالحكمة وفضلتهم الانصياع التام لمبدأ مساواة الجميع أمام القانون. إني مقتنع بأن الأمر ليس بالسهل ولا بالهين، وموقف من هذا القبيل ليس متاحا للجميع."

وتابع الصبار في رسالته، التي اطلع "لكم" على نسخة منها، موجهها كلامه للوكيل "إن ترجيحكم لقيم النزاهة والاستقلال الذاتي وخضوعكم لقواعد وأحكام القانون في هذه النازلة الفريدة والشاذة والمحرجة يدل على أن بيننا وحولنا قضاة من الطراز الرفيع يستحقون التقدير والتبويه والولوج المظفر لباب التاريخ."

وختم الصبار رسالته "إني من موقعي، كأمين عام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، أشد على أيديكم بكل حرارة ولن أتردد أبدا في القول بأنكم أبنتم ومن جديد على أنكم جديرون بالتقدير والاحترام."

Vingt-deux prévenus renvoyés au tribunal militaire

GDEIM IZIK

L'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) revendique à la justice d'accorder aux prévenus, dans le cadre de l'affaire Gdeim Izik, un procès équitable.

LEILA HALLAOUI

L'affaire du camp Gdeim Izik resurgit à nouveau. Après la décision du juge d'instruction près la Cour d'appel de Laâyoune, le 13 juin, de poursuivre dix personnes en liberté provisoire dans le cadre de ce dossier et de renvoyer le cas d'un autre au tribunal militaire de Rabat, l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) se manifeste. Dans un communiqué rendu public hier, cet organisme met en garde contre toute violation des droits de l'Homme à l'encontre des prévenus. « *Nous revendiquons tout simplement que le procès de ces personnes poursuivies soit juste et équitable* », insiste le secrétaire général de l'OMDH, Boubkeur Largou.

Une justice pour tous

L'OMDH indique dans son communiqué que depuis janvier et jusqu'au mois courant, il



Amina Bouayach, présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'homme.

a été décidé de poursuivre 126 prévenus en état de détention provisoire alors que 22 autres seront présentés au tribunal militaire de Rabat. « *En tant qu'ONG militant pour le respect des droits de l'Homme, et à l'instar d'autres associations*

similaires, nous mènerons notre mission d'observateurs afin d'établir un rapport que nous présenterons par la suite », indique Boubkeur Largou. Remontant au mois de novembre dernier, les événements ayant fait suite au démantèle-

ment du camp Gdeim Izik ayant fait 11 victimes membres des forces de sécurité à Laâyoune, une polémique s'en est suivie, alimentée par de fausses allégations très vite démentis par le Maroc. Transparence oblige, le Maroc avait rendu public un

film vidéo de 14 minutes couvrant l'opération de démantèlement du campement, mais aussi les événements de Laâyoune et autorisé les ONG nationales et internationales des droits de l'Homme à visiter la région après le démantèlement du campement.

Pas plus tard que jeudi dernier, une délégation parlementaire allemande a tenu une série de rencontres avec des responsables, des élus et des acteurs locaux. Ordre du jour : faire le point sur la situation des droits de l'Homme dans la région Laâyoune-Boujdour-Sakiat Al Hamra. Cité par la MAP, le président du bureau administratif régional du CNDH, Mohamed Salem Cherkaoui, a indiqué que lors de la réunion avec la délégation allemande, des éclaircissements ont été fournis sur la mission du CNDH, les événements du camp de Gdim Izik, et le rôle joué par le bureau administratif régional du CNDH dans la collecte des informations. ♦